

Dans le cadre de sa formation, ces activités médicales spécifiques ne peuvent être prestées par le candidat généraliste que sous la supervision de son maître de stage. Cette supervision s'opère de la manière définie ci-dessous :

1° Le maître de stage est disponible à tout moment, au moins par téléphone, pour avis.

2° En cas d'absence du maître de stage, celui-ci peut confier la supervision, telle que définie ci-dessus, à un autre maître de stage ou à un médecin généraliste agréé responsable au sein de l'institution où se déroulent les activités médicales spécifiques, dont le nom aura été indiqué dans la convention de formation.

Art. 4. § 1er. Dans le cadre de sa formation, le candidat généraliste qui est en formation au sein de la pratique d'un maître de stage agréé en médecine générale par le Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions, effectue au minimum 120 heures de garde de médecine générale de week-end par année de formation, organisée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes.

Toute garde de médecine générale effectuée par le candidat généraliste, en ce compris celles au-delà de ce minimum de 120 heures fait l'objet d'une attestation mentionnant le nombre d'heures de garde effectuées. Cette attestation est signée par le responsable du service de garde local et est jointe aux documents à fournir à la fin de chaque année de formation.

§ 2. Pour toute période de 24 heures de garde de médecine générale visée au § 1er effectuée par le candidat médecin généraliste, celui-ci a droit à une période de récupération de 4 heures le lendemain de la période de garde visée, à compter sur le total d'heures visé à l'article 2.

Art. 5. Les articles 2 et 3 sont uniquement applicables aux candidats médecins généralistes débutant les stages visés à l'article 2 après l'entrée en vigueur de ceux-ci.

Les candidats généralistes ayant débuté leurs stages visés à l'article 2 avant l'entrée en vigueur des articles 2 et 3 peuvent choisir de se voir appliquer ces articles lors de toute nouvelle conclusion de convention relative à un stage visé à l'article 2. Dans ce cas, les articles 2 et 3 leur deviennent applicables jusqu'à la fin de leur formation spécifique en médecine générale.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2009.

Bruxelles, le 17 juillet 2009.

Mme L. ONKELINX



**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2009 — 2851

[C — 2009/11344]

**12 JUILLET 2009. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 2002
réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers a donné exécution aux dispositions de la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers.

L'arrêté modificatif que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend principalement à définir plus précisément un certain nombre de notions et à faciliter la communication des données par des tiers, et plus précisément par les sociétés de recouvrement. Les avis fournis par les organes consultatifs, le Conseil d'Etat inclus, ont été quasi intégralement suivis.

In het kader van zijn opleiding mogen deze specifieke medische activiteiten door de kandidaat huisarts enkel worden uitgevoerd onder het toezicht van zijn stagemeester. Dit toezicht gebeurt op de volgende wijze :

1° De stagemeester moet, op zijn minst telefonisch, op elk moment beschikbaar zijn voor advies

2° In geval van afwezigheid van de stagemeester, kan deze het toezicht, zoals hierboven bepaald, toevertrouwen aan een andere stagemeester of aan een erkend huisarts die verantwoordelijk is binnen de instelling waar de specifieke medische activiteiten worden uitgevoerd en waarvan de naam wordt vermeld in de opleidingsovereenkomst.

Art. 4. § 1. In het kader van zijn opleiding presteert de kandidaat-huisarts die in opleiding is in de praktijk van een huisarts, erkend als stagemeester door de Minister die Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, per jaar opleiding minstens 120 uur weekendwachtdienst als huisarts, georganiseerd overeenkomstig de bepalingen uit het koninklijk besluit van 8 juli 2002 tot vaststelling van de opdrachten verleend aan huisartsenkring.

Voor alle huisartsenwachtdiensten uitgevoerd door de kandidaat-huisarts, inbegrepen deze bovenop dit minimum van 120 uur wordt een attest opgesteld waarop vermeld staat hoeveel uren wachtdienst werden verricht. Dit attest wordt ondertekend door de verantwoordelijke van de lokale wachtdienst en wordt bij de documenten gevoegd die ingediend moeten worden aan het einde van ieder opleidingsjaar.

§ 2. Voor iedere periode van 24 uur huisartsenwachtdienst bedoeld in § 1 die werd gepresteerd door de kandidaat-huisarts, heeft deze recht, op de dag na de bedoelde wachtdienst, op een recuperatieperiode van 4 uur te berekenen op het urentotaal bedoeld in artikel 2.

Art. 5. Artikelen 2 en 3 zijn enkel van toepassing op de kandidaat-huisartsen die de in artikel 2 bedoelde stages aanvatten na de inwerkingtreding van die artikels.

De kandidaat-huisartsen die hun in artikel 2 bedoelde stage hebben aangevat voor de inwerkingtreding van artikelen 2 en 3, kunnen er bij elke nieuwe overeenkomst die wordt afgesloten in verband met een stage bedoeld in artikel 2 voor kiezen dat die artikelen op hen van toepassing zouden zijn. In dat geval worden artikelen 2 en 3 op hen van toepassing tot op het einde van hun specifieke opleiding in de huisartsgeneeskunde.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009.

Brussel, 17 juli 2009.

Mevr. L. ONKELINX

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2009 — 2851

[C — 2009/11344]

12 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Krediet aan Particulieren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Krediet aan Particulieren heeft uitvoering gegeven aan de bepalingen van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Krediet aan Particulieren.

Het wijzigend besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majestie ter ondertekening voor te leggen beoogt vooral een aantal begrippen nauwkeuriger te omschrijven en de mededeling van gegevens door derden, meer bepaald invorderingsmaatschappijen, te vergemakkelijken. De adviezen verstrekt door de consultatieve organen, met inbegrip van de Raad van State werden quasi integraal gevolgd.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Suivant l'avis du Conseil d'Etat, les modifications apportées aux articles originaux 1^{er} et 2 du projet ont été regroupées en une seule disposition modificative, nommée article 1, 1^o et 2^o. Les articles suivants ont été renumérotés.

1^o Cette modification est de nature légistique.

2^o Ceci apporte un certain nombre de précisions dans un but d'uniformité et de sécurité juridique. Celles-ci sont en concordance avec l'avis du Comité d'accompagnement de la Centrale des Crédits aux Particuliers du 8 mai 2006 (ci-après la Centrale).

En cas de défaut de paiement, la date à laquelle le défaut de paiement a été correctement communiquée par le prêteur et enregistrée à la Centrale, est retenue comme « date du premier enregistrement d'un défaut de paiement » au sens de l'article 8, 2^o, de l'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers (ci-après l'arrêté royal du 7 juillet 2002). Dans la pratique, il est constaté que des problèmes techniques rencontrés par les participants, retardent parfois cette communication. Dans ce cas, le délai de dix ans commence à courir tardivement, ce qui pourrait être considéré comme défavorisant le consommateur enregistré.

Pour remédier à ce problème, le présent arrêté, fait concorder la « date d'enregistrement » avec la « date de défaut de paiement », date qui est également communiquée à la Centrale.

Pour l'application du présent arrêté, celle-ci est définie comme étant la date à laquelle tous les critères légaux pour « l'enregistrement » dans le fichier de la Centrale - volet négatif - sont remplis.

Article 2

L'article 8, 2^o, de l'arrêté royal du 7 juillet 2002 a été remanié en vue de déterminer avec précision le point de départ du délai décennal de conservation ou d'enregistrement, conformément aux remarques de l'avis du 8 mai 2006 du Comité d'accompagnement de la Centrale.

Plus particulièrement, les mots « date du premier enregistrement » de l'article 8, 2^o, de cet arrêté, doivent être lus dans le sens où le délai de dix ans est calculé à partir de la « date du premier défaut de paiement ».

En effet, si - sur base des textes actuels - on calcule le point de départ à partir « de la date la plus récente d'un défaut de paiement », dans certains cas, le délai de dix ans « recommencerait à courir ». Comme expliqué ci-après, cela aurait pour conséquence que le consommateur qui régularise serait « pénalisé » par rapport à ceux qui n'ont jamais fait l'effort de régulariser leur première situation de défaut de paiement, ce qui n'était pas l'objectif.

Ainsi, par exemple, l'emprunteur qui régularise son défaut de paiement enregistré après un an et qui, ensuite, encouvre un nouveau défaut de paiement plus de douze mois après la régularisation du premier défaut de paiement, verra le délai d'enregistrement de ce deuxième défaut courir à partir de la date d'enregistrement de celui-ci. Le premier défaut de paiement a dès lors été automatiquement supprimé, conformément à l'article 8, 1^o de l'arrêté royal du 7 juillet 2002. Pour l'emprunteur qui, par contre, ne régularise jamais son premier défaut de paiement et qui ne paie pas non plus les termes/échéances suivants, tous les défauts de paiement seront supprimés dix ans après l'enregistrement du premier défaut de paiement.

Le début de la période de conservation décennale doit dès lors être calculé à partir du premier défaut de paiement. Cela s'applique qu'il y ait eu ou non, entre-temps, régularisation du contrat de crédit durant cette période décennale.

En revanche, si au terme de ce délai maximum de dix ans, par exemple quinze ans après le premier défaut de paiement, un nouveau défaut de paiement se présente, un nouveau délai décennal recommencera à courir à partir de la date à laquelle les critères d'enregistrement seront remplis.

Article 3

Suivant l'avis du Conseil d'Etat, les modifications apportées aux articles originaux 4 et 5 du projet ont été regroupées en une seule disposition modificative, nommée article 3, 1^o et 2^o. Les articles suivants ont été renumérotés.

1^o Cette modification est de nature purement légistique et n'appelle pas de commentaire particulier.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Gevolg gevend aan het advies van de Raad van State werden de wijzigingen in de oorspronkelijke artikelen 1 en 2 van het ontwerp samengebracht in één enkele wijzigingsbepaling, zijnde artikel 1, 1^o en 2^o. De daaropvolgende artikelen werden hernoemd.

1^o Deze wijziging is van legistieke aard.

2^o Dit brengt een aantal verduidelijkingen aan met het oog op uniformiteit en rechtszekerheid. Deze zijn in overeenstemming met het advies van 8 mei 2006 van het Begeleidingscomité van de Centrale voor kredieten aan particulieren (hierna : de Centrale).

In geval van wanbetaling wordt de datum waarop de wanbetaling correct door de kredietgever werd gemeld aan en geregistreerd in de Centrale weerhouden als « datum van de eerste registratie van een wanbetaling » in de zin van artikel 8, 2^o, van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren (hierna het koninklijk besluit van 7 juli 2002). In de praktijk wordt vastgesteld dat technische problemen bij de deelnemers deze mededeling soms vertragen. In dat geval begint de termijn van tien jaar laattijdig te lopen, wat als een benadeling van de geregistreerde consument kan worden beschouwd.

Om dit probleem te ondervangen, laat dit besluit de « registratiedatum » samenvallen met de « datum van de wanbetaling », die ook aan de Centrale wordt gemeld.

Deze wordt voor de toepassing van dit besluit gedefinieerd als de datum waarop alle wettelijke criteria voor « de registratie » in het bestand van de Centrale - negatief luik - vervuld zijn.

Artikel 2

Artikel 8, 2^o, van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 wordt herschreven met het oog op het duidelijk vaststellen van het aanvangspunt voor de tienjarige bewarings- of registratietermijn, overeenkomstig opmerkingen in het advies van 8 mei 2006 van het Begeleidingscomité van de Centrale.

Meer bepaald dienen de woorden « datum van eerste registratie », in artikel 8, 2^o, van dat besluit, gelezen te worden in die zin dat de termijn van tien jaar berekend wordt vanaf de « datum van de eerste wanbetaling ».

Immers, indien men - op grond van de huidige teksten - het vertrekpunt berekent vanaf « de meest recente datum van een wanbetaling », dan zou de termijn van tien jaar in bepaalde gevallen dienen « heropgestart » te worden. Zoals hierna uiteengezet zou dit als gevolg hebben dat de consument die regulariseert, « bestraft » wordt ten nadele van degene die nooit een inspanning heeft gedaan om zijn eerste wanbetalingstoestand te regulariseren, wat niet de bedoeling is geweest.

Zo zou de kredietnemer die zijn geregistreerde betalingsachterstand na bijvoorbeeld een jaar regulariseert en vervolgens opnieuw een betalingsachterstand oploopt meer dan twaalf maanden na de regularisatie van de eerste betalingsachterstand, de registratietermijn voor de tweede achterstand zien starten vanaf het ogenblik van registratie van deze laatste. De eerste wanbetaling werd immers automatisch geschrapt overeenkomstig artikel 8, 1^o van het koninklijk besluit van 7 juli 2002. Bij de kredietnemer die daarentegen nooit zijn eerste betalingsachterstand regulariseert en die de daaropvolgende termijnen/vervaldagen van het contract evenmin betaalt, zullen alle betalingsachterstanden geschrapt worden tien jaar na de registratiedatum van de eerste betalingsachterstand.

Het begin van de tienjarige bewaringstermijn dient aldus te worden berekend vanaf de eerste wanbetaling. Dit geldt ongeacht of binnen die tienjarige periode tussentijdse regularisatie is opgetreden van het contract.

Indien echter na afloop van deze maximumtermijn van tien jaar bijvoorbeeld vijftien jaar na de eerste wanbetaling - zich een nieuwe betalingsachterstand voordoet, zal een nieuwe tienjarige berekeningstermijn heropgestart worden vanaf de datum waarop de registratiecriteria vervuld zijn.

Artikel 3

Gevolg gevend aan het advies van de Raad van State werden de wijzigingen in de oorspronkelijke artikelen 4 en 5 van het ontwerp samengebracht in één enkele wijzigingsbepaling, zijnde artikel 3, 1^o en 2^o. De daaropvolgende artikelen werden hernoemd.

1^o Deze wijziging is louter van legistieke aard en behoeft geen bijzondere commentaar.

2° Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 2 mai 2006 désignant des personnes visées à l'article 25 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, le contrat ou la créance résultant du contrat de crédit peuvent être cédés ou acquis par des personnes qui exercent une activité de recouvrement amiable et qui, à cet effet, conformément à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, sont inscrites auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

Lorsque le prêteur agréé, cédant de la créance, ne gère plus le dossier, mais que la gestion est assurée par une « société de recouvrement cessionnaire » inscrite, les communications à la Centrale peuvent s'en trouver compliquées. En effet, cette dernière ne dispose pas d'accès légal à la Centrale, ni directement par la voie de l'article 9 de l'arrêté royal du 7 juillet 2002, ni indirectement par la voie du mandat, conformément à l'article 14 de ce même arrêté.

Une obligation de communication a été créée par cet arrêté en considération de ce qui suit. D'une part, il est dans l'intérêt de toutes les parties que la Centrale puisse travailler efficacement. Pour cela, il est indispensable que les données soient communiquées le plus rapidement possible. D'autre part, l'extension de l'accès à la Centrale ne peut, à aucune condition, porter préjudice à la finalité de la loi et au fonctionnement efficace et précis de la Centrale des Crédits aux Particuliers.

En outre, cet accès à la Centrale doit explicitement être limité au volet « communications » des données relatives aux contrats et créances résultant d'un contrat de crédit, repris ou cédés. Dans la pratique, cela se rapportera aux défauts de paiement (volet négatif), mais également à la communication de la fin anticipée ou de la résiliation des contrats ainsi que des corrections des erreurs matérielles (volet positif). En d'autres termes, il est inacceptable que les sociétés de recouvrement puissent « consulter » les données de la Centrale dans l'exercice de leur activité de recouvrement amiable de dettes.

Afin de répondre aux préoccupations mentionnées ci-dessus, une obligation de communication est créée pour les personnes inscrites auprès du SPF Economie qui exercent l'activité précitée de recouvrement amiable de dettes en ajoutant à l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 juillet 2002, cette catégorie aux personnes autorisées pouvant directement rapporter à la Centrale. Elles sont, en outre, soumises aux dispositions sanctionnant les infractions à cet article.

Ce droit d'accès doit cependant être limité aux cas où le contrat de crédit ou la créance résultant d'un contrat de crédit est cédé ou acquis, après subrogation, par la société de recouvrement conformément à l'article 25 de la loi du 12 juin 1991 sur le crédit à la consommation. Toutefois, dans le cas d'une société de recouvrement agissant seulement comme mandataire pour le compte d'un prêteur, ce dernier reste tenu de communiquer à la Centrale.

Article 4

Pour les défauts de paiements existants enregistrés dans la Centrale, la Banque Nationale de Belgique recalculera le délai de conservation. Comme date de début, la date d'enregistrement existante, c'est-à-dire, la date à laquelle le défaut de paiement a été correctement communiquée par le prêteur et enregistrée dans le fichier, sera remplacée dans la Centrale par la « date de défaut de paiement » connue communiquée par le prêteur.

Article 5

La notion « date de défaut de paiement » est actuellement interprétée différemment par certains prêteurs et, plus précisément, comme le moment où la première constatation de non-paiement est réalisée et non comme le moment où le critère de l'article 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 2002 est expiré. Dans ce cas, les prêteurs ne peuvent réaliser cette reconversion immédiatement, pour des raisons technico-informatiques.

2° Sedert de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 2 mei 2006 tot aanwijzing van personen bedoeld in artikel 25 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, is het mogelijk om de overeenkomst of de schuldbordering uit de kredietovereenkomst over te dragen aan, of te verwerven door de personen die een activiteit van minnelijke invordering van schulden van de consument uitoefenen en die hiertoe, overeenkomstig artikel 4, § 1, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, zijn ingeschreven bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

In het geval dat de erkende kredietgever, overdrager van de schuldbordering, het dossier niet meer beheert, maar het beheer in handen is van een ingeschreven « incassobureau overnemer », kunnen de meldingen aan de Centrale worden bemoeilijkt, gezien deze laatste geen wettelijke toegangsmogelijkheid heeft tot de Centrale, noch rechtsreeks via artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 juli 2002, noch onrechtsreeks via machting overeenkomstig artikel 14 van datzelfde besluit.

Bij dit besluit wordt dan ook een meldingsplicht gecreëerd met inachtneming van het volgende. Enerzijds is het in het belang van alle partijen dat de Centrale efficiënt zou kunnen werken en daartoe is het onontbeerlijk dat de gegevens zo vlug mogelijk worden meegeleid. Anderzijds mag de uitbreiding van de toegang tot de Centrale onder geen enkel beding afbreuk doen aan de finaliteit van de wet en de efficiënte en accurate werking van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren

Bovendien dient deze toegang tot de Centrale uitdrukkelijk beperkt te worden tot het luik « mededelen » van gegevens betreffende de door hen overgenomen of verworven overeenkomsten en schuldborderingen uit kredietovereenkomsten. In de praktijk zal dit betrekking hebben op de wanbetalingen (negatief luik) maar ook op de mededeling van de vervroegde beëindiging of verbreking van de overeenkomsten en van verbeteringen van materiële vergissingen (positief luik). Het is met andere woorden onaanvaardbaar dat de incassobureau's in de uitoefening van hun activiteit van minnelijke invordering van schulden de gegevens van de Centrale zouden kunnen « raadplegen ».

Om tegemoet te komen aan bovenvermelde bezorgdheden wordt een meldingsplicht gecreëerd voor de bij de FOD Economie ingeschreven personen die de bovenvermelde activiteit uitoefenen van minnelijke invordering van schulden, door middel van de toevoeging in artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 van deze categorie aan de toegelaten personen die rechtstreeks kunnen rapporteren aan de Centrale. Tevens zijn zij onderworpen aan de bepalingen die de inbreuken op dit artikel sanctioneren.

Die toegangsrecht dient bovendien beperkt te worden tot de gevallen waarbij de kredietovereenkomst of schuldbordering uit de kredietovereenkomst werd overgedragen aan of, na indeplaatsstelling, werd verworven door het incassobureau overeenkomstig artikel 25 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet. In geval het incassobureau echter louter optreedt als mandataris voor rekening van de kredietgever, blijft deze laatste gehouden om te melden aan de Centrale.

Artikel 4

Voor de bestaande wanbetalingen geregistreerd in de Centrale, zal de Nationale Bank van België de bewaartijnen herberekenen. Als begindatum zal de bestaande « registratiedatum », d.w.z. de datum waarop de wanbetaling correct door de kredietgever werd gemeld en in het bestand werd geregistreerd, vervangen worden door de in de Centrale gekende « datum van wanbetaling » die door de kredietgever werd medegedeeld.

Artikel 5

Het begrip « datum van wanbetaling » wordt momenteel bij sommige kredietgevers anders geïnterpreteerd, meer bepaald als het ogenblik waarop de eerste vaststelling van de niet-betaling wordt gedaan en niet als het ogenblik waarop de criteria uit artikel 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 verstreken zijn. In dat geval zullen de kredietgevers deze omschakeling om informaticatechnische redenen niet onmiddellijk kunnen maken.

Sont également nécessaires un certain nombre d'adaptations techniques des programmes informatiques de la Centrale en vue d'un calcul correct, dans le futur, du délai de conservation des données mentionné à l'article 3 du présent arrêté, en ce qui concerne les contrats avec un défaut de paiement, suivi d'une régularisation et à nouveau suivi d'un défaut de paiement plus de douze mois après cette régularisation.

Pour ces motifs, un délai raisonnable est prévu pour l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre pour l'Entreprise,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
chargé de la Protection de la Consommation,
P. MAGNETTE

Ook een aantal technische aanpassingen van de informatica-programma's van de Centrale zijn noodzakelijk met het oog op de correcte berekening, in de toekomst, van de bewaartijd vermeld in artikel 3 van dit besluit, voor wat betreft de contracten met een wanbetaling, gevolgd door een regularisatie en opnieuw een wanbetaling meer dan twaalf maanden na deze regularisatie.

Om deze redenen wordt een redelijke termijn voorzien voor de inwerkingtreding van dit besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedwaardige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister voor Ondernemen,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Klimaat en Energie,
belast met Consumentenzaken,
P. MAGNETTE

AVIS 45.717/1 DU 8 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Climat et de l'Energie, le 19 décembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers », a donné l'avis suivant :

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet soumis pour avis vise à apporter un certain nombre de modifications à l'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers.

Les modifications en projet sont de deux types.

Elles viennent d'une part à préciser et à adapter les règles relatives au délai de conservation des données en matière de défaut de paiement (articles 1^{er} à 3 et 6 du projet).

D'autre part, elles instaurent une obligation de communication pour les personnes qui exercent une activité de recouvrement amiable de dettes du consommateur et qui, à cet effet, sont inscrites auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie (articles 4 et 5).

2. Les articles 1^{er} à 3 et 6 du projet trouvent un fondement juridique dans l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers, qui charge le Roi de déterminer le contenu précis, les conditions et les modalités de mise à jour ainsi que les délais de conservation des données enregistrées dans la Centrale des Crédits aux Particuliers, ci-après la « Centrale », et énumérées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 10 août 2001.

Les articles 4 et 5 du projet trouvent un fondement juridique dans l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 août 2001, qui s'énonce :

« Les prêteurs et les personnes désignées par le Roi communiquent à la Centrale les données concernant chaque contrat de crédit et chaque défaut de paiement, visés à l'article 3, § 1^{er} » (1).

Examen du texte

Préambule

1. Compte tenu de ce qui a été indiqué à propos du fondement juridique du projet, on écrira à la fin du premier alinéa du préambule « aux Particuliers, articles 3, § 2, alinéa 2, et 4, alinéa 1^{er}; ».

2. Conformément aux règles de légistique les plus récentes (2), il n'est pas judicieux de mentionner dans le préambule les articles de l'acte que l'on entend modifier. On supprimera dès lors à la fin du deuxième alinéa du préambule le membre de phrase « , les articles 3, 5, 7, 8, 9 et 14 ».

3. Le préambule d'un arrêté doit, en principe, mentionner dans leur ordre chronologique les avis qui s'y rapportent. On permutera dès lors les alinéas du préambule visant respectivement l'avis du Conseil de la consommation et l'avis du Comité d'accompagnement de la Centrale des Crédits aux Particuliers.

ADVIES 45.717/1 VAN 8 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 19 december 2008 door de Minister van Klimaat en Energie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren », heeft het volgende advies :

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe een aantal wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren.

De ontworpen wijzigingen zijn van tweeënlei aard.

De regeling inzake de bewaartijd van de gegevens inzake wanbetalingen wordt verduidelijkt en aangepast (artikelen 1 tot 3 en 6 van het ontwerp).

Er wordt een meldingsplicht ingevoerd voor personen die een activiteit van minnelijke invordering van schulden van de consument uitoefenen en die hiertoe zijn ingeschreven bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (artikelen 4 en 5).

2. De artikelen 1 tot 3 en 6 van het ontwerp vinden rechtsgrond in artikel 3, § 2, tweede lid, van de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, dat de Koning opdraagt om de precieze inhoud, de voorwaarden en de nadere regels voor de bijwerking te bepalen, evenals de bewaartijden van de gegevens die worden geregistreerd in de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, hierna « Centrale » genoemd, en die worden opgesomd in artikel 3, § 2, eerste lid, van de voornoemde wet van 10 augustus 2001.

De artikelen 4 en 5 van het ontwerp vinden rechtsgrond in artikel 4, eerste lid, van de wet van 10 augustus 2001, dat luidt :

« De kredietgevers en de door de Koning aangewezen personen delen aan de Centrale de gegevens mee betreffende elke kredietovereenkomst en elke wanbetaling, bedoeld in artikel 3, § 1 » (1).

Onderzoek van de tekst

Aanhef

1. Rekening houdende met wat over de rechtsgrond van het ontwerp is vermeld, schrijve men aan het einde van het eerste lid van de aanhef « ... aan Particulieren, artikelen 3, § 2, tweede lid, en 4, eerste lid; ».

2. Volgens de recentste richtlijnen van de wetgevingstechniek (2) is het niet zinvol om in de aanhef melding te maken van de artikelen van de regeling die wordt gewijzigd. Men schrappe derhalve aan het einde van het tweede lid van de aanhef de zinsnede « , de artikelen 3, 5, 7, 8, 9, en 14 ».

3. In de aanhef van een besluit dienen de daarop betrekking hebbende adviezen in beginsel in chronologische volgorde te worden vermeld. De leden van de aanhef waarin wordt verwezen naar respectievelijk het advies van de Raad voor het Verbruik en het advies van het Begeleidingscomité van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, dienen derhalve van plaats te worden gewisseld.

Articles 1^{er} et 2

Dès lors que les articles 1^{er} et 2 du projet visent à modifier une même disposition, à savoir l'article 6 de l'arrêté royal du 7 juillet 2002, il y aura lieu de fusionner les deux articles du projet en une seule disposition modificative (3). Dans cette disposition, on écrira :

« A l'article 6 de l'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 5^o, du texte néerlandais, les mots...;

2^o après l'alinéa 2, il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

'La date du...'.

Article 3

Par analogie avec le texte français de l'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o, en projet, de l'arrêté royal du 7 juillet 2002, on remplacera dans le texte néerlandais de cette disposition le mot « *overeenkomst* » par le mot « *kredietovereenkomst* ».

Articles 4 et 5

1. Etant donné que les articles 4 et 5 du projet portent exclusivement sur une modification de l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 juillet 2002, il y aura lieu de les intégrer dans une disposition modificative unique. Par ailleurs, vu la portée des modifications visées, on peut opter, par souci de lisibilité, pour le remplacement intégral de l'article 9, alinéa 1^{er}, précité, par une disposition incluant les modifications concernées.

Si cette dernière suggestion n'est pas accueillie, il faudra évidemment veiller à ce que les mots à remplacer à l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 7 juillet 2002 soient indiqués correctement. Tel n'est actuellement pas le cas, dès lors qu'à l'article 9, alinéa 1^{er}, il faut remplacer les mots « aux articles 2 et 6 » et non les mots « les articles 2 et 6 du présent arrêté », comme le mentionne l'article 4 du projet.

2. A la fin du texte néerlandais de la disposition en projet sous l'article 5 du projet, tel qu'il est soumis pour avis, on écrira « ... aan wie de overeenkomst of de schuldbordering uit de kredietovereenkomst werd overgedragen of door wie deze werd verworven overeenkomstig artikel 25 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet ».

(1) L'article 3, § 1^{er}, 3^o, de la loi du 10 août 2001 charge la Banque Nationale de Belgique d'enregistrer dans la Centrale « les défauts de paiement découlant des contrats de crédit à la consommation et des contrats de crédit hypothécaire, qui répondent aux critères fixés par le Roi ».

(2) Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, Conseil d'Etat, 2008, n° 30, formule F 3-3, à consulter sur le site Internet du Conseil d'Etat (www.raadvst-consetat.be).

(3) Il faudra évidemment renommer les articles du projet, tel qu'il est soumis pour avis.

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert et W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat;

M. Rigaux et M. Tison, assesseurs de la section de législation;

Mme G. Verberckmoes, greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. Van Damme.

Le greffier,

G. Verberckmoes.

Le président,

M. Van Damme.

Artikelen 1 en 2

Aangezien de artikelen 1 en 2 van het ontwerp ertoe strekken eenzelfde bepaling te wijzigen, zijnde artikel 6 van het koninklijk besluit van 7 juli 2002, dienen de beide artikelen van het ontwerp in een enkele wijzigingsbepaling te worden samengebracht (3). In die bepaling dient te worden geschreven :

« In artikel 6 van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, 5^o, worden...;

2^o na het tweede lid wordt een lid toegevoegd, luidende :

'De datum van...' .

Artikel 3

Naar analogie van de Franse tekst van het ontworpen artikel 8, eerste lid, 2^o, van het koninklijk besluit van 7 juli 2002, vervangt men in de Nederlandse tekst van die bepaling het woord « *overeenkomst* » door het woord « *kredietovereenkomst* ».

Artikelen 4 en 5

1. Ermee rekening houdende dat de artikelen 4 en 5 van het ontwerp uitsluitend betrekking hebben op een wijziging van artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 juli 2002, dienen zij in een enkele wijzigingsbepaling te worden opgenomen. Gelet op de draagwijdte van de beoogde wijzigingen kan daarbij, ter wille van de leesbaarheid, worden geopteerd voor een volledige vervanging van het voornoemde artikel 9, eerste lid, door een bepaling waarin de betrokken wijzigingen zijn verwerkt.

Indien niet op deze laatste suggestie wordt ingegaan, dient er uiteraard op te worden toegezien dat de in artikel 9, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 te vervangen woorden correct worden weergegeven. Dat is nu niet het geval, aangezien in artikel 9, eerste lid, de woorden « de artikelen 2 en 6 » moeten worden vervangen en niet de woorden « de artikelen 2 en 6 van dit besluit », zoals in artikel 4 van het ontwerp wordt vermeld.

2. Aan het einde van de Nederlandse tekst van de ontworpen bepaling onder artikel 5 van het ontwerp, zoals het om advies is voorgelegd, schrijft men « ... aan wie de overeenkomst of de schuldbordering uit de kredietovereenkomst werd overgedragen of door wie deze werd verworven overeenkomstig artikel 25 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet ».

(1) Artikel 3, § 1, 3^o, van de wet van 10 augustus 2001 belast de Nationale Bank van België met de registratie in de Centrale van « de wanbetalingen voortvloeiend uit de consumentenkredietovereenkomsten en de hypothecaire kredietovereenkomsten die beantwoorden aan de door de Koning vastgestelde criteria ».

(2) Beginselen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, Raad van State, 2008, nr. 30, formule F 3-3, te raadplegen op de internetsite van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be).

(3) De artikelen van het ontwerp, zoals het om advies is voorgelegd, dienen dan uiteraard te worden vernummerd.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert en W. Van Vaerenbergh, staatsraden;

M. Rigaux en M. Tison, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. G. Verberckmoes, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, eerste auditeur-afdelingshoofd.

(...)

De griffier,

G. Verberckmoes.

De voorzitter,

M. Van Damme.

**12 JUILLET 2009. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 2002
réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 août 2001 relative à la Centrale des Crédits aux Particuliers, les articles 3, § 2, alinéa 2, et 4, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers;

Vu l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 8 octobre 2008;

Vu l'avis du Comité d'Accompagnement de la Centrale des Crédits aux Particuliers, donné le 13 octobre 2008;

Vu l'avis du Conseil de la consommation, donné le 6 novembre 2008;

Vu l'avis n° 45.717/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre pour l'Entreprise et du Ministre du Climat et de l'Energie, chargé de la protection de la consommation,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 6 de l'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 5^o, dans le texte néerlandais, les mots « de datum van de wanbetalingen » sont remplacés par les mots « de datum van de wanbetaling ».

2^o après l'alinéa 2, il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

«La date du défaut de paiement visé dans ce chapitre est la date à laquelle il est satisfait aux critères légaux d'enregistrement visés à l'article 5 du présent arrêté».

Art. 2. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté le 2^o est remplacé par ce qui suit :

«2^o maximum dix ans à partir de la date du premier défaut de paiement, visé à l'article 6 du présent arrêté, que le contrat de crédit ait été ou non régularisé entre-temps. Si à l'expiration de ce délai maximum de dix ans, un nouveau défaut de paiement se présente, alors un nouveau délai de dix ans recommence à courir à partir de la date à laquelle les critères d'enregistrement de ce nouveau défaut de paiement sont remplis.».

Art. 3. A l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « les articles 2 et 6 » sont remplacés par les mots « les articles 2, 3, alinéa 2, 6 et 7, alinéa 2».

2^o l'alinéa est complété comme suit :

«, ainsi que les personnes qui exercent une activité de recouvrement amiable de dettes et qui, à cet égard, conformément à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 20 décembre 2002 concernant le recouvrement amiable de dettes, sont inscrites auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E, Classes moyennes et Energie et à qui le contrat ou la créance résultant du contrat de crédit est cédé ou acquis par celles-ci conformément à l'article 25 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation.».

Art. 4. Pour les contrats de crédit avec un défaut de paiement existant au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une rectification du délai de conservation dans la Centrale visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 7 juillet 2002 réglementant la Centrale des Crédits aux Particuliers est effectuée par la Banque Nationale de Belgique, sur base de la date de défaut de paiement communiquée, visée à l'article 5 du même arrêté, et ce, dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

12 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 augustus 2001 betreffende de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, de artikelen 3, § 2, tweede lid, en 4, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren;

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 8 oktober 2008;

Gelet op het advies van het Begeleidingscomité van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, gegeven op 13 oktober 2008;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 6 november 2008;

Gelet op het advies nr. 45.717/1 van de Raad van State, gegeven op 8 januari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister voor Ondernemingen en de Minister van Klimaat en Energie, belast met consumentenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid, 5^o, worden in de Nederlandstalige tekst de woorden «de datum van de wanbetalingen» vervangen door de woorden «de datum van de wanbetaling».

2^o na het tweede lid wordt een lid toegevoegd, luidende :

«De datum van de wanbetaling bedoeld in dit hoofdstuk is de datum waarop voldaan is aan de wettelijke registratiecriteria bedoeld in artikel 5 van dit besluit».

Art. 2. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 2^o, vervangen als volgt :

«2^o maximaal tien jaar vanaf de datum van de eerste wanbetaling, bedoeld in artikel 6 van dit besluit, ongeacht of de kredietovereenkomst tussentijds al dan niet werd geregulariseerd. Indien na afloop van deze maximale termijn van tien jaar een nieuwe wanbetaling zich voordoet, wordt een nieuwe tienjarige bewaartijd opgestart vanaf de datum waarop de registratiecriteria van deze nieuwe wanbetaling zijn vervuld.».

Art. 3. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden «de artikelen 2 en 6» worden vervangen door de woorden «de artikelen 2, 3, tweede lid, 6 en 7, tweede lid».

2^o het lid wordt aangevuld als volgt :

«, evenals de personen die een activiteit van minnelijke invordering van schulden uitoefenen en die hiertoe, overeenkomstig artikel 4, § 1, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden, ingeschreven zijn bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en aan wie de overeenkomst of de schuldfordering uit de kredietovereenkomst werd overgedragen of door wie deze werd verworven overeenkomstig artikel 25 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet.».

Art. 4. Voor de kredietovereenkomsten met een bestaande wanbetaling op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, wordt door de Nationale Bank van België een rechting in de Centrale uitgevoerd van de bewaringstermijn bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 7 juli 2002 tot regeling van de Centrale voor Kredieten aan Particulieren, op basis van de medegegeerde datum van wanbetaling zoals bedoeld in artikel 5 van hetzelfde besluit, en dit binnen de maand volgend op de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2010.

Art. 6. Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a la Protection de la Consommation dans ses attributions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise,
V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
chargé de la Protection de la Consommation,
P. MAGNETTE

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2010.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Economie en de Minister bevoegd voor Consumentenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Klimaat en Energie,
belast met Consumentenzaken,
P. MAGNETTE

AGENCE FEDERALE

POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

F. 2009 — 2852 (2009 — 1134) [C — 2009/18311]

13 MARS 2009. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel fixant certaines mesures d'éradication des encéphalopathies spongiformes transmissibles. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 26 mars 2009, deuxième édition, page 24359, dans le texte français de l'intitulé, il convient de supprimer les mots : « modifiant l'arrêté ministériel ».

FEDERAAL AGENTSCHAP

VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

N. 2009 — 2852 (2009 — 1134) [C — 2009/18311]

13 MAART 2009. — Ministerieel besluit tot vaststelling van bepaalde maatregelen ter uitroeiing van overdraagbare spongiforme encefalopathieën. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 2009, tweede editie, blz. 24359, in de Franse tekst van het opschrift, dienen de woorden « modifiant l'arrêté ministériel » te worden geschrapt.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2009 — 2853

[C — 2009/35746]

15 MEI 2009. — Besluit van de Vlaamse Regering houdende de gedeeltelijke herverdeling van het provisionele krediet voor het economisch relancebeleid, ingeschreven onder de basisallocatie 0117 b van het programma CB van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2009

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 19 december 2008 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2009, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de financiën en de begrotingen, gegeven op 8 mei 2009;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Economie, Ondernemen, Wetenschap, Innovatie en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de basisallocatie 0117 B van het programma CB van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2009, worden gedeeltelijk herverdeeld conform de onderstaande tabel :

(in duizend euro)

Verdeling van					Verdeling naar				
PR	BA	ENT	KS	Bedrag	PR	BA	ENT	KS	Bedrag
CB	0117	B	NGK	189	EG	3304	B	NGK	189